

Face aux manifestants chrétiens, la police congolaise limite les dégâts

RDC Le bilan officiel évoque cinq morts et 33 blessés à Kinshasa

Contrairement à ce qu'on attendait, les forces de sécurité ont finalement pris le contrôle de Kinshasa et des grandes villes du Congo. Suite de l'appel du comité de coordination des laïcs catholiques (CLC) demandant aux fidèles de manifester après la messe du dimanche.

1 Quelle fut l'ampleur de la manifestation ?

Le samedi déjà, les forces de sécurité étaient en état d'alerte, établissant des barrières routières, fouillant les véhicules et dans certains cas se saisissant de chapelets et de missels, les « armes » dont pensaient se munir les fidèles... La présence de Casques bleus dans les rues, en tant qu'observateurs, a peut-être empêché certains débordements.

À Kinshasa, la Monusco avance le chiffre de cinq morts mais de source officielle on assure que trois morts ont été des victimes accidentelles. Dans l'ensemble du pays, 33 personnes ont été blessées lorsque les manifestants ont été confrontés aux gaz lacrymogènes mais aussi à des tirs à balles réelles. À Kinshasa cependant, des sources proches des forces de l'ordre nous ont assuré que les policiers n'avaient pas de balles dans leurs fusils et avaient reçu la consigne de ne pas ouvrir le feu, même si le docteur Jean-Baptiste Sondji, un opposant de longue date, a déclaré avoir vu un tir partir d'une auto mitrailleuse et, face à l'église Saint-François-de-Sales, provoquer la mort d'une jeune fille de 16 ans.

Dans la capitale, selon un ob-

servateur, un accord tacite aurait prévalu : les forces de sécurité avaient demandé aux manifestants de ne pas défilé sur les grands axes tout en tolérant qu'ils se déploient dans les quartiers et autour des églises. C'est ainsi qu'au sortir de la paroisse Christ Roi les manifestants ont parcouru deux kilomètres avant d'être stoppés au rond-point Vic-

toire. **2 Les provinces ont-elles bougé ?** À Kisangani, où la population est descendue massivement dans la rue, onze personnes ont été blessées, à Beni, 24 membres du collectif citoyen Lucha (lutte pour le changement) ont été arrêtés, des arrestations ont eu lieu à Goma, Mbuji Mayi au Kasai s'est retrouvée totalement quadrillée. Ces faits amènent à conclure que la mobilisation citoyenne demeure intacte mais que les forces de sécurité ont également démontré leur capacité à se déployer efficacement sur l'ensemble du territoire.

3 L'appel des laïcs chrétiens a-t-il fait tache d'huile ?

D'autres confessions religieuses ont, à leur manière, rejoint le mouvement : le pasteur protestant David Ekofu, au cours d'une messe d'hommage à Laurent Désiré Kabila a tenu des propos aussi critiques que ceux de son collègue catholique, les musulmans ont lancé un appel aux forces de l'ordre leur demandant de ne pas tirer sur les chrétiens et les kimbanguistes se seraient également montrés solidaires du mouvement. Seules les églises de

réveil ne semblent pas avoir bou-

4 Des personnalités connues ont-elles rejoint le mouvement ?

À la tête du Comité des laïcs se trouvent des personnalités de renom comme le théologien Thierry Nlandu ou l'historien Isidore Ndaywel et depuis Bukavu, le docteur Mukwege a lancé un vibrant message aux manifestants déclarant entre autres : « *tenons bon dans la résistance, l'issue est imminente et notre peuple vaincra* » ajoutant « *nous n'avons qu'une mission, nous battre pour le retour de l'ordre constitutionnel et la restauration de la dignité de notre peuple.* »

5 Quelles sont les relations entre les manifestants chrétiens et les partis politiques ?

La plupart des leaders de l'opposition (Vital Kamerhe, Martin Fayulu, Félix Tshisekedi...) ont participé aux marches, mais ils n'étaient pas à la manœuvre. Relativement déconsidérée, la classe politique a cédé la main à l'Église catholique et aux mouvements citoyens plus proches de la base.

6 L'objectif des chrétiens a-t-il évolué ?

Officiellement il s'agit toujours d'obtenir la décrispation du climat politique, la libération des prisonniers politiques mais dans les faits, beaucoup rêvent à un changement de régime, sans attendre les élections prévues pour décembre prochain. Quant à la « communauté internationale » c'est-à-dire les Occidentaux, elle se

tâte : les Américains acceptent l'échéance de décembre, les Européens, avant de participer au financement des élections, souhaitent qu'un comité d'experts

puisse accompagner, c'est-à-dire contrôler, la Commission nationale indépendante, ce que refuse le Congo, au nom de sa souveraineté. ■

COLETTE BRAECKMAN